

## L'édito

## «Frag mii nid», j'comprends rien!

Sur un malentendu, ça peut passer. Ça fait des siècles que les Suisses ne parlent pas la même langue, et ça ne nous a pas empêchés de devenir un modèle de stabilité politique. Ce serait même notre atout principal. C'est parce que nous ne nous comprenons pas que nous nous supportons si bien, ironisait Jean-Pascal Delamuraz. Avec ce sens de l'humour en héritage, il est difficile de partager le ressenti mélodramatique de la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider, qui a dénoncé «un affront à la Suisse romande» quand les Zurichois ont parlé de retarder l'apprentissage du français à l'école. Avant d'être une insulte, cette reculeade zurichoise nous tend un miroir. Parce que nous ne sommes pas meilleurs dans la langue de Stephan Eicher que les Zurichois

### Cette matière a longtemps été enseignée comme une langue morte à des élèves peu motivés.

Les résultats sont généralement consternants, comme le montre une expérience largement partagée. Elle démarre quand un francophone sort de la gare dans une ville alémanique et qu'il demande son chemin à une passante. Après avoir rassemblé ses meilleurs souvenirs scolaires et énoncé quelques mots, il ne comprend rien à la réponse qui lui est donnée. Même si la personne a parlé en «bon» allemand, son accent alémanique suffit à la rendre inaudible. Quand on a passé huit années à étudier cet idiomme, il est difficile de ne pas conclure que nous sommes NULS en la matière, *gopferdammi*.

À partir de ce constat déprimant, on fait quoi? On oblige les Zurichois à parler mieux le français que nous ne parlons l'allemand? On va faire un stage à Lugano pour comprendre comment font les Tessinois pour s'exprimer couramment en français ET en allemand? On prend sur soi et on se passe en boucle les tubes du groupe bernois Züri West et la série «Tschugger» pour tester les effets du bain de langue?

Ces questions ont résonné dans la rédaction du «Matin Dimanche» ces derniers jours, et vous découvrirez quelques-unes de nos pistes de réflexion dans cette édition et dans les prochaines. L'allemand est-il mal enseigné à l'école? Faudrait-il ajouter une initiation au *schwyzerdütsch* dans les cours de *hochdeutsch*? Cette langue est-elle vraiment utile pour trouver du travail? L'indifférence générale pour les autres langues du pays peut-elle devenir une menace pour la cohésion nationale?

À ce stade, deux réflexions. La première concerne notre motivation, puisque le problème vient surtout de là. Sur ce point, nous avons quelques certitudes. C'est bien connu, l'oreille distraite est l'organe du malentendu. La deuxième réflexion est technologique. Nous utilisons de plus en plus des intelligences artificielles pour lire des textes qui ont été écrits dans une langue étrangère. Les téléphones commencent aussi à jouer les traducteurs, et il y a de fortes chances (ou un gros risque) que nous déléguions bientôt cet effort qui nous ennuie. Ce que l'histoire ne nous dit pas encore, c'est si nous nous entendrions toujours aussi bien quand nous nous comprendrions un peu moins mal, parce que nous nous parlerons par machines interposées.



Jocelyn Rochat  
Journaliste

jocelyn.rochat@lematindimanche.ch

# «Nos villes ne doivent pas ressembler à des camps retranchés»

**Sécurité urbaine** L'incident impliquant un chauffard à Lausanne lors d'une manifestation repose la question de la sécurité dans l'espace public. Interview de Pascal Viot, expert.

### Catherine Cochard

Samedi dernier à Lausanne, un chauffard a forcé le passage à travers la foule et mis en danger des manifestants rassemblés en faveur de la paix en Palestine. L'incident, qui s'est déroulé place Chauderon, continue de soulever de nombreuses questions, relatives notamment à la sécurité dans l'espace public.

Depuis près de dix ans, la planification sécuritaire et l'urbanisme prennent très au sérieux les menaces représentées par des véhicules hostiles. Dans le jargon, un sigle existe même pour qualifier les efforts mis en place pour endiguer ce risque: HVM, pour «*hostile vehicle mitigation*», soit l'atténuation de la menace des véhicules hostiles. Interview de Pascal Viot, sociologue, expert en sécurité événementielle et chercheur associé au Laboratoire de sociologie urbaine (LaSUR) à l'EPFL.

### Depuis quand le domaine de la sécurité utilise-t-il le concept d'«hostile vehicle mitigation» (HVM)?

Depuis une dizaine d'années, avec la multiplication d'attentats terroristes perpétrés avec un véhicule fonçant sur la foule, mais aussi de faire des contrôles et de dire, par exemple, quels sont les véhicules autorisés et ceux qui ne le sont pas. Cet espace sert aussi à intervenir si le conducteur s'avère hostile. Puisque ce n'est pas la voiture qui

est folle, mais bien la personne assise derrière le volant. À Lausanne, le chauffard aurait pu utiliser l'avenue de Beaulieu comme une rampe. Comment gérer la sécurité de rassemblements spontanés, dont la forme ne peut être maîtrisée? Ça ouvre un sacré débat. La manifestation de rue consiste à occuper l'espace public pour faire valoir un message. Ce qui entre en contradiction avec l'exigence



Samedi 6 septembre, un chauffard forçait le passage à travers la foule de manifestants en faveur de la paix en Palestine rassemblés sur la place Chauderon, à Lausanne.

on décrète un *soft ring* et un *hard ring*, un périmètre d'approche qu'on doit utiliser pour ralentir le véhicule avec une logique d'obstacles et de filtrages. Ce qui permet à la fois de freiner le flux, mais aussi de faire des contrôles et de dire, par exemple, quels sont les véhicules autorisés et ceux qui ne le sont pas. Cet espace sert aussi à intervenir si le conducteur s'avère hostile. Puisque ce n'est pas la voiture qui

est folle, mais bien la personne assise derrière le volant. À Lausanne, le chauffard aurait pu utiliser l'avenue de Beaulieu comme une rampe. Comment gérer la sécurité de rassemblements spontanés, dont la forme ne peut être maîtrisée? Ça ouvre un sacré débat. La manifestation de rue consiste à occuper l'espace public pour faire valoir un message. Ce qui entre en contradiction avec l'exigence

### «Il faut sortir de l'exceptionnel et imaginer des dispositifs qui soient compatibles avec le quotidien.»



Pascal Viot  
Sociologue, expert en sécurité événementielle

## Ces véhicules hostiles qui sèment la terreur

**Attaques** Des attentats sont régulièrement perpétrés en usant d'une voiture ou d'un camion comme arme pour faucher la foule. Quelques exemples des dernières années.



Le 1<sup>er</sup> janvier 2025, à La Nouvelle-Orléans, une voiture-bélier a tué une quinzaine de personnes. Kyodo News/Imago

de fluidité de la ville. Le compromis entre les deux, c'est justement tout le travail que doivent s'efforcer de mener les personnes qui gouvernent la ville, et, parmi elles, les forces de police. Si on est dans une forme de spontanéité, il me semble difficile d'attendre de la police de la réactivité... Et c'est peut-être une bonne chose. Comment ça? Imaginons que la police intervienne sur un cas comme celui de samedi dernier sans savoir quelle est l'intention du conducteur et qu'elle surréagisse par rapport à la menace réelle. Cela aurait pu avoir des conséquences dramatiques! La proportionnalité de la réponse sécuritaire est primordiale, mais elle est opérationnellement très compliquée à définir. Des décisions doivent être prises rapidement, en tenant compte d'innombrables paramètres. À commencer par la sécurité des personnes qui composent la foule.

### Comment les dispositifs d'atténuation de ces menaces se sont-ils immiscés en ville?

Dans certaines villes, on a d'abord réagi en mettant en place des obstacles, comme des blocs en béton, pour stopper les véhicules hostiles. Au mode d'action spectaculaire des terroristes, il fallait une réponse spectaculaire. Et que ça se voie: on estimait qu'il était important de montrer qu'on faisait quelque chose. Mais le problème, c'est qu'on a mis en place des dispositifs logiquement lourds et peu modulables, qui entraînaient d'importantes contraintes. Typiquement, qu'est-ce qu'on fait des axes d'intervention des secours? Si on place des blocs fixes pour empêcher les véhicules d'avancer, on ne peut plus les utiliser. C'est assez révélateur du fait qu'un risque invisibilise toutes les autres catégories de risques. À quoi ressemblent les dispositifs moins contraignants et

### mieux intégrés à l'urbanisme?

Des équipements fixes, mais modulables, comme des colonnes qui montent et descendent dans le sol, existaient déjà et témoignent d'une prise en compte de l'enjeu de sécurisation des piétons indépendamment du risque terroriste. Mais ce qu'on a vu se développer depuis dix ans, ce sont des approches sur le mode de l'urbanisme tactique, avec des installations éphémères, qui ne nécessitent pas de travaux lourds, mais qu'on peut mettre en place dans certaines situations, typiquement quand il y a des manifestations ou des marches, pour garantir la protection des participantes et participants. Avez-vous un exemple? Au Paléo Festival, on a mis en place des bacs avec des arbres, qui apportent un élément végétal dans cet axe d'arrivée et sont installés comme des chicanes, qui permettent de freiner le flux. On ne veut pas non plus trans-

former les espaces d'accès aux manifestations en zones de guerre. C'est là que réside toute la subtilité de l'approche. Cette approche ne s'applique-t-elle qu'aux actes délibérés ou s'étend-elle aux pertes de contrôle, malaises au volant ou incidents du type de celui survenu à Lausanne?

Au début, il y a une dizaine d'années, on n'avait pas forcément pris en compte ces autres types de menaces. Il s'agissait de trouver une réponse rapide à un problème qu'on avait mal anticipé. À présent, l'approche consiste aussi à penser l'aménagement des villes pour tenir compte d'un certain nombre de risques. Le design de l'urbanisme est en lui-même une protection et une incitation aux bons usages.

Comment continuer de vivre la ville avec sérénité, que l'on soit à pied, en voiture ou à vélo? Nos villes ne sont pas des fortresses médiévales avec un pont-levis qui monte et qui descend. Elles ne doivent pas ressembler à des camps retranchés, mais continuer à être conviviales, à garantir la mobilité, la circulation. Avoir une logique de sécurisation sur le mode de la frontière étanche n'est pas une perspective raisonnable de développement. Il faut aller vers une forme de normalisation du risque. Sortir de l'exceptionnel et imaginer des dispositifs qui soient compatibles avec la vie, le quotidien. En choisissant des approches qui consistent à invisibiliser un petit peu les dispositifs sécuritaires, à les rendre moins anxigènes en les incorporant au design urbain.

### Comment adapter la sécurité aux rassemblements spontanés?

Nous sommes passés, depuis quelques années, à une logique de mouvements sociaux structurés, avec des appels et des déclarations de manifestation, à des mobilisations qui sont beaucoup plus versatiles avec des appels spontanés qui rassemblent des gens d'horizons divers. Ce qui rend plus difficile le travail de régulation et d'anticipation. Mais on ne reviendra pas en arrière: l'époque est comme ça. Elle nous oblige à reconsidérer de façon plus large l'usage de la ville et la manière dont on gère la cohabitation entre les personnes, entre ceux qui se sentent entravés, dans leur mobilité, et ceux qui souhaitent manifester et occuper l'espace public. Chacun est légitime dans son approche, dans sa vision, mais on n'arrivera pas à gérer cette nouvelle donne avec les référentiels du monde d'avant. Il faut, là aussi, repenser et réévaluer les pratiques, en construisant avec les uns et les autres des villes à la fois accueillantes et dans lesquelles on se sente en sécurité.

## Le tabou sur les salaires se fissure

**Transparence** Dès 2026, l'UE imposera l'affichage des fourchettes salariales. Qu'en est-il en Suisse?

En Suisse, les questions de salaires restent un sujet sensible, mais à l'étranger, c'est différent. Aux États-Unis, par exemple, les annonces chez UBS indiquent clairement ce que l'on peut espérer gagner. Dans plusieurs États américains, la mention des fourchettes salariales est même obligatoire. Pour un poste d'ingénieur informatique, la banque précise ainsi une rémunération comprise entre 120'000 et 160'000 dollars par an à New York.

Cette transparence sera bientôt la norme dans l'Union européenne. Dès mi-2026, les entreprises de plus de 250 collaborateurs devront publier leurs fourchettes salariales, suivies par celles de plus de 100 employés. Objectif: rendre les négociations plus équitables et limiter les écarts de rémunération injustifiés ainsi que les discriminations.

Les entreprises suisses actives à l'international sont concernées. UBS annonce qu'elle se prépare à appliquer les nouvelles directives sur ses sites européens. Interrogée sur une éventuelle extension de ces mesures à ses filiales suisses, la banque n'a pas donné de réponse précise.

### Une rareté en Suisse

D'autres géants suisses, tels ABB, Holcim, AXA et Zurich, adoptent une approche similaire. En Suisse, la transparence n'est pas obligatoire. Toutefois, depuis 2020, les grandes entreprises doivent réaliser des analyses d'égalité salariale et mesurer l'écart de rémunération entre hommes et femmes pour des postes comparables.

Certains établissements publics fédéraux et administrations sont allés encore plus loin. Les CFF et La Poste publient désormais les fourchettes salariales dans leurs annonces d'emploi. Bien que les tentatives politiques pour rendre cette pratique obligatoire aient jusqu'ici échoué, plusieurs PME suisses ont elles aussi choisi de faire de même, affirmant ainsi leur engagement pour la transparence et l'équité salariale.



La pratique d'affichage salarial commence à se développer en Suisse. Getty Images

Même si les entreprises suisses ne sont pas directement concernées par la nouvelle directive européenne, Radmilla Del Pozzo, experte en Ressources humaines chez EY, cabinet de conseil et d'audit, estime qu'elles devront y prêter attention. Cette vigilance s'explique notamment par la présence de filiales dans l'UE et la participation à des appels d'offres européens.

À l'inverse, Swisscom a décidé de mettre fin à sa politique de transparence salariale. Selon une porte-parole, cette initiative n'a pas permis de réduire les questions ni les malentendus lors des recrutements. L'opérateur de télécommunications craignait également que certains candidats qualifiés n'enoncèrent à postuler après avoir consulté les informations sur les salaires.

### Inquiétudes autour des écarts de salaire

Les groupes internationaux suisses qui ne comptent pas appliquer en Suisse les nouvelles normes de transparence de l'UE s'inquiètent surtout de l'ampleur des fourchettes salariales. Chez l'assureur Zurich, des sources expliquent que le haut de ces fourchettes pourrait être fixé de manière arbitraire, avec le risque de provoquer une surenchère.

L'expérience de pays comme les États-Unis ou la Norvège, qui ont déjà instauré l'obligation de transparence salariale, montre que cette mesure profite surtout aux postes les moins bien rémunérés tout en limitant les écarts excessifs vers le haut. La transparence salariale contribue surtout à réduire l'écart de rémunération entre hommes et femmes, à condition que les règles soient correctement appliquées.

Traduction: Elisa Andrade.

Claudia Gnehm



Le 13 février 2025, à Munich, un demandeur d'asile afghan fonçait sur une manifestation, tuant une mère et sa fille. Vifogra / Paul/EPA

ministère, à Londres, avant de poignarder un policier. Le terroriste, Khalid Masood, sera abattu. Il avait prêté allégeance à l'EI. Le 3 juin de la même année, une camionnette visait délibérément les usagers du London Bridge. Deux semaines plus tard, le 19 juin, Darren Osborne lançait sa camionnette sur des fidèles

musulmans près de la mosquée de Finsbury Park, toujours dans la capitale britannique. À Stockholm, le 7 avril 2017, un camion volé était utilisé pour percuter des piétons sur Drottninggatan, l'une des rues commerçantes les plus fréquentées de la capitale suédoise. L'auteur, Rakhmat Akilov, était un demandeur d'asile ouzbek, qui avait prêté allégeance à l'EI.

À Nice, sur la promenade des Anglais le 14 juillet 2016, un camion de 19 tonnes fonçait sur la foule rassemblée pour la fête nationale. L'attaque, qui dura plusieurs minutes et s'étala sur près de 2 kilomètres, a été revendiquée par l'État islamique. Elle a pris fin lorsque Mohamed Lahouaiej-Bouhlel a été abattu par la police, après avoir tué 86 personnes et fait 458 blessés.